
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56675

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Tilgung der Kredite verhindert. Die Zahlungseinstellung und der folgende Untergang eines Gutteils des Geldes seien vielmehr das Ergebnis ausdrücklicher oder stillschweigender politischer Entscheidungen gewesen: der ausdrücklichen Entscheidung in Deutschland, die Erholung von der großen Krise und die Aufrüstung nicht von Zahlungsverpflichtungen ans Ausland beeinträchtigen zu lassen und der stillschweigenden Entscheidung in Amerika, die Interessen der Kreditgeber tatsächlichen oder vermeintlichen Bedürfnissen der internationalen Politik, des Welthandels und der Binnenkonjunktur zu opfern. All das sind interessante, wiewohl nicht vollends neue, eingehend, wiewohl nicht allemal ganz und gar überzeugend begründete Gedanken, die Schuker im letzten Teil des Buches für die Deutung der gegenwärtigen Schuldenkrisen nutzbar zu machen versucht. Dabei bleibt nun freilich notwendigerweise fraglich, ob tatsächlich Folgerungen aus dem historischen für den aktuellen Fall zu ziehen sind. Wenn sie denn in Schukers Sinn zu ziehen wären, nützte es nach Lage der Dinge nicht mehr viel. Sie hätten längst gezogen werden müssen. Die Kreditgeber hätten aus der deutschen »Defraudation« nämlich lernen sollen, daß umfangreiche Kredite an politisch und kulturell nicht sehr nahestehende Länder ein umso weniger kalkulierbares Risiko sind, als über ihre Tilgung nicht ökonomische sondern politische Gesichtspunkte entscheiden. Deshalb wäre mehr Zurückhaltung angebracht gewesen. Das ist wohl richtig. Aber was trägt es zur Deutung und zur Lösung der Schuldenkrise der Dritten Welt bei? Ich fürchte, Schuker überfordert die Geschichte mit seinem »Implications«-Anspruch ein wenig. Das ändert nichts daran, daß seine historische Untersuchung bezwingend und höchst lesenswert ist.

Volker HENTSCHEL, Mainz

Michael L. HUGHES, *Paying for German Inflation*, Chapel Hill, London (University of North Carolina Press) 1988, 267 p.

Très vite après la fin du premier conflit mondial, son coût démographique et matériel a été connu. Mais beaucoup moins inventorié, et pourtant tout aussi redoutable a été son coût financier. Car partout la guerre a été financée à crédit, déclenchant une inflation plus ou moins dévastatrice selon les pays, laquelle a amputé la richesse nationale, fragilisé les systèmes bancaires, et redistribué les cartes entre les différentes classes sociales, avec parfois des répercussions nocives sur le régime politique: l'exemple le plus souvent cité est celui de la classe moyenne allemande, dont une partie vivait de ses rentes, et qui a été ruinée par l'hyperinflation de l'année 1923. Déçue par le régime de Weimar, frustrée par la perte de son statut social autant que de sa fortune, elle est censée avoir été un des meilleurs soutiens d'Hitler dans son ascension au pouvoir.

Il était donc normal, étant donné l'importance du problème de l'inflation en Allemagne de 1914 à 1933, qu'un grand projet de recherche sur ce sujet ait pris naissance dans ce pays à la fin des années 1970¹. Poursuivant les travaux commencés dans le cadre de ce projet, Michael Hughes vient de publier le résultat d'une longue quête dans les archives allemandes, tant au niveau fédéral qu'à celui des Länder, afin de mieux cerner l'attitude des créanciers allemands pendant les années 1920, leur action pour obtenir justice, et leurs liens avec les milieux politiques.

C'est en 1922 que la question est devenue cruciale: devant l'indifférence – ou l'hostilité – des pouvoirs publics, les créanciers s'étaient tournés vers les tribunaux. Cependant pendant toute la guerre, et même pendant l'immédiat après-guerre, les juges, se fondant sur les principes mêmes du capitalisme (le risque inhérent à tout placement), avaient continûment refusé de réévaluer les créances que l'inflation avaient fait fondre. Mais en 1922, les tribunaux ont commencé à élaborer une doctrine juridique favorable aux créanciers. L'hyperinflation de

1 Voir FRANCIA 16/3 (1989) S. 232-234.

1923 allait amplifier le mouvement: dans une décision retentissante du 28 novembre 1923, la 5^e Chambre du Reichsgericht déclarait indispensable la réévaluation des hypothèques.

Fait notable, la décision du 28 novembre n'était pas fondée sur la Constitution de Weimar, mais sur une disposition du Code Civil wilhelminien – le paragraphe 242 –, qui interdisait toute expropriation sans compensation. A coup sûr, les juges avaient de la compassion pour les créanciers ruinés, mais leur attitude s'explique aussi par des considérations plus personnelles; ils étaient eux-mêmes créanciers. Or ceux-ci avaient en 1922 créé plusieurs associations de défense dont la plus importante était la *Hypothekengläubiger Schutzverband*. En prenant indirectement parti pour ces associations, les juges voulaient sans doute accroître leur prestige. Enfin, alors que la répartition entre les classes sociales du coût de la guerre – dont l'inflation était un élément –, incombait essentiellement à l'Exécutif et au Législatif, le Judiciaire, en se mêlant de la question entendait certainement étendre ses pouvoirs face à un régime qui suscitait ses réticences.

En effet, à l'automne 1923, la position du gouvernement est à l'opposé de celle du judiciaire. Le 12 novembre – soit 15 jours avant l'arrêt du Reichsgericht –, une réunion interministérielle présidée par le ministre des Finances Luther, avait pris position contre la réévaluation des créances: dans le contexte international de la préparation du plan Dawes, il fallait impérativement remettre les finances et l'économie allemandes sur pied, équilibrer le budget et stabiliser le mark, enfin dégager des ressources pour le paiement des réparations. Tout ceci rendait difficile ou impossible une réévaluation qui aurait aggravé les charges de l'Etat (la dette publique, i.e. celle du Reich, des Länder et des municipalités représentait $\frac{2}{3}$ des créances réévaluables) et celles des industriels (pour la plupart débiteurs) qui devaient être le moteur de la reprise économique. Enfin le ministre des Finances attendait de la taxation des profits opérés grâce à l'inflation des rentrées pour équilibrer son budget.

Toutefois le gouvernement fut très vite amené à infléchir sa position, d'abord à cause de la menace des juges d'invalidier toute loi ou décret qui interdirait ou limiterait la réévaluation des créances, ensuite de l'attitude de la hiérarchie catholique: en janvier 1924, le cardinal de Munich dénonçait en chaire la spoliation des créanciers et rappelait le commandement du décalogue: tu ne voleras point. Sous ces pressions, le gouvernement prit un décret qui réévaluait de 15 % les créances, décret qui ne fut pas invalidé par le Reichsgericht, mais qui ne pouvait qu'apporter une solution transitoire. De sorte que la réévaluation joua un rôle particulièrement important dans les élections au Reichstag de mai 1924, et dans les élections présidentielles de 1925, les associations de créanciers présentant des candidats, soit indépendamment, soit au sein de certains partis et forçant la classe politique à prendre position.

De ce combat houleux a résulté la loi de 1925 qui prévoyait – encore qu'avec certaines exceptions –, une réévaluation de 25 %, ce qui correspondait à un transfert de richesses d'un montant approximatif de 16 milliards de RM, soit 30 % du PNB au milieu des années 1920. Malgré ce résultat appréciable, l'amertume des créanciers ne disparut pas. Non qu'ils aient été tous ruinés. Une grande partie d'entre eux, grâce à leur éducation et à leurs relations, avaient retrouvé une situation importante, et tout au long de la décennie, ils continuèrent à épargner et investir. Mais ils connaissaient tous parmi leurs parents ou amis quelqu'un que l'inflation avait réduit à la pauvreté et en conservaient pour eux-mêmes un grand sentiment d'insécurité. Ils avaient de plus été indignés d'apprendre en janvier 1925, au moment même où le gouvernement arguait de ses difficultés budgétaires pour n'offrir qu'une maigre réévaluation, qu'il avait versé 717 millions de RM aux industriels de la Ruhr pour compenser les pertes subies pendant l'occupation franco-belge. Et plus encore ils étaient ulcérés par les promesses non tenues par les partis politiques car les nécessités économiques avaient poussé ces derniers à un compromis avec le gouvernement. Ils en conclurent que le jeu économique était faussé par le Grand Capital à son propre profit et au détriment de la classe moyenne. C'est pourquoi celle-ci soutint les Nazis lors de leur montée au pouvoir, dans l'espoir que ses créances seraient revalorisées à 100 %. Elle fut cette fois encore plus durement déçue: en 1938, le régime nazi

interdisait l'association nationale de créanciers et saisissait ses avoirs. Pour éviter le renouvellement de telles erreurs politiques, la classe dirigeante allemande veilla au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale à ce que le coût financier de la guerre soit réparti avec plus d'équité.

Au total, M. Hughes confirme ce que, dans les grandes lignes, on savait déjà de l'attitude des classes moyennes face à l'inflation et au régime hitlérien. Mais il nuance, corrige ou précise le tableau de manière tout à fait intéressante. En décrivant, comme on l'a vu, le rôle du judiciaire. En montrant que, dès 1924 – et non seulement en 1928 –, la classe des rentiers s'est dissociée du centre libéral dont elle avait été jusque – là l'un des plus fidèles soutiens. En soulignant aussi l'irresponsabilité de partis politiques habitués par le régime wilhelminien à se permettre une rhétorique d'autant plus aventureuse qu'ils n'avaient pas alors à supporter les conséquences de promesses irréflechies. En déplorant que le débat ait été trop souvent faussé. Car il est vrai que le gouvernement allemand a presque exclusivement pris l'avis des débiteurs (c'est à dire essentiellement des industriels) et qu'à l'époque ce que nous appelons maintenant la *supply side theory* triomphait: on n'avait donc nullement l'idée d'une relance par la consommation, solution dont aurait grandement profité les créanciers appauvris. Il faut aussi noter que l'Allemagne a été la première grande puissance à stabiliser sa monnaie après le conflit mondial: elle n'a donc pu bénéficier de l'expérience de déflation ou de reflation des autres belligérants. Hughes détruit enfin certaines idées fausses: l'inflation galopante n'a pas eu d'effet dissuasif sur les épargnants et à la fin des années 1920 le taux d'épargne et d'investissement est égal ou supérieur à ce qu'il était avant-guerre. De même, la thèse selon laquelle les groupes économiques organisés (industries, syndicats, agriculteurs) ont dominé sans partage pendant les années 1920 est infirmée par Michael Hughes, car tous ces groupes étaient débiteurs et ils n'ont cependant pas pu s'opposer au vote de la loi de 1925.

Denise ARTAUD, Paris

Hans Otto SCHÖTZ, *Der Kampf um die Mark 1923/24. Die deutsche Währungsstabilisierung unter dem Einfluß der nationalen Interessen Frankreichs, Großbritanniens und der USA*, Berlin, New York (Walter de Gruyter) 1987, 182 p. (Veröffentlichungen der Historischen Kommission zu Berlin, 68; Beiträge zu Inflation und Wiederaufbau in Deutschland und Europa, 9).

Recent scholarship on the domestic history of the Weimar Republic has established that in many essential respects the stabilization of the mark in the winter of 1923–24 proved every bit as destructive of Weimar democracy as the inflation it was designed to stop. Not only did the provisions of the government's stabilization program inflict additional and in some cases severe economic hardship upon those sectors of German society that had already been forced to bear the brunt of the inflation, but the authoritarian manner in which the mark had been stabilized severely compromised the legitimacy of the Weimar party system and did much to undermine public confidence in the effectiveness of Germany's fledgling parliamentary system. Moreover, the specific conditions that international banking attached to Germany's fiscal stabilization left Germany vulnerable to the sort of massive economic crisis that erupted at the beginning of the 1930s at the same time that it created the conditions under which Hitler could eventually reassert Germany's economic autonomy from rest of the world. Given the far-reaching implications which the stabilization of the German currency in 1923–24 held for the political stability of the Weimar Republic, it is important that both the domestic and international context in which this took place receive close attention.

It is to the second of these tasks that Hans Otto Schötz turns in his compact, yet highly informative volume on the role that the national interests of France, Great Britain, and the United States played in determining the shape of Germany's fiscal and economic stabilization